

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 23 janvier 2017

## Du neuf au PS ? Pas vraiment !

**Pas grand monde ce dimanche pour se déplacer pour la primaire du PS. Parmi ceux-ci, 30 % seulement, un demi million de personnes, ont soutenu Manuel Valls. Même dans les milieux les plus proches du PS, la politique de Hollande et Valls, toute faite de cadeaux aux patrons et de sales coups contre les classes populaires, n'a pas fait recette !**

Benoit Hamon, arrivé en tête, est donné comme favori. Il est soutenu par Montebourg, arrivé troisième. Mais les critiques que les deux adressent à l'encontre de Valls ne peuvent pas faire oublier qu'ils ont tous deux été ministres de Hollande pendant plus de deux ans. Lorsque PSA a fait fermer l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, c'était « inéluctable » pour le ministre de l'Économie de l'époque, Montebourg. On se souvient que Hollande avait promis 60 000 embauches dans l'Éducation nationale, on les attend toujours... et il n'y en a pas eu plus lorsque Hamon a été ministre de l'Éducation.

Maintenant, Hamon promet un « revenu universel ». Dans son projet, tout est dans le flou, il est question, après des années de mise en place, d'un revenu de 600 €. Certainement pas de quoi vivre ! Rien qui ne réponde aux problèmes quotidiens des salariés, des chômeurs, des classes populaires.

L'urgence, ce serait de partager le travail entre tous, sans diminution de salaire. Il faudrait au moins 300 € d'augmentation des salaires. Cela n'a rien d'impossible, ce ne sont pas les richesses qui manquent ! Mais il faudrait oser prendre sur les profits des entreprises capitalistes, qui se comptent en milliards. Il faudrait contester le pouvoir des capitalistes. C'est justement ce

que refusent tous les politiciens qui s'affirment de gauche, lesquels, en campagne électorale, peuvent se dire ennemis de la finance et qui, au pouvoir, gouvernent pour les patrons. On n'a aucune raison de croire les belles paroles de Hamon, Montebourg, ni celles de Mélenchon, pas plus que celles de Hollande en 2012.

Les travailleurs ne doivent compter que sur la force qu'ils peuvent représenter dans les luttes sociales. Au printemps dernier, le gouvernement de Valls n'avait pas peur de la bataille parlementaire des frondeurs contre la loi El Khomri. En revanche, il craignait que ceux qui se mobilisaient dans la rue, les entreprises et la jeunesse puissent entraîner des millions d'autres et établir un tout autre rapport de force.

À la présidentielle, nous aurons intérêt à nous exprimer le plus clairement possible. Seuls les candidats de l'extrême gauche, Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière, Philippe Poutou pour le NPA se placent dans le camp des travailleurs.

**Notre candidat, Philippe Poutou, ouvrier de l'automobile, se présente non pas pour faire les promesses habituelles des politiciens, mais pour faire entendre la voix du monde du travail et de son indispensable combat.**

## Donald Trump à peine investi, aussitôt contesté dans la rue

Des millions de personnes sont descendues en masse à Washington et dans les grandes villes des États-Unis à l'initiative du collectif féministe « Women's march ». Dans ces manifestations, se sont joints tous ceux qui se sentent directement menacés par les innombrables attaques sexistes, xénophobes, homophobes et anti-pauvres qu'énumère le milliardaire-président.

Trump président et son gouvernement de réactionnaires ne cachent pas vouloir remettre en cause le déjà maigre système de protection sociale, le droit à l'avortement, les quelques mesures de protection de l'environnement, les droits des travailleurs.

Mais ils n'ont pas gagné d'avance, et pourraient se heurter à une sérieuse opposition. Celle qui s'est exprimée ce week-end est encourageante, comme, depuis 2013, celle du mouvement « Black lives matter » (le mouvement contre les violences policières contre les Noirs). Et si les millions de travailleurs américains se joignaient à la contestation et se mettaient en bagarre pour défendre leurs intérêts, cela donnerait un tout autre visage de l'Amérique !

## Délation VS résistance

Maintenant, la législation imposerait à PSA de nous dénoncer en cas de flash sur la route avec un véhicule de service (VS). Pour ne pas payer dans le cas contraire 750 euros d'amende. Une autre bonne raison de ne plus partir en déplacement.

## Prestidigitation

En janvier la présentation de la feuille de paye changera. Non pas le montant de notre salaire, ça c'est sûr, mais la mise en avant de ce qui représenterait « le coût du travail » selon les patrons. Pour bien le signifier PSA rajoute une ligne intitulée « total versé par l'employeur » englobant les cotisations dites patronales jusqu'au salaire brut du salarié. Les richesses ce sont les salariés qui les créent par leur travail. Les soi-disant cotisations patronales, une part de ces richesses détournées et rebaptisées « part employeur ». Il ne faudrait quand même pas nous la faire à l'envers.

## RSE : une machine à blanchir PSA ?

Au forum économique de Davos, PSA a obtenu de figurer parmi les 100 entreprises les plus performantes en matière sociale, environnementale et économique. Plus bidon, tu meurs : les plus puissants capitalistes de la planète s'autocongratulent et se notent.

Aux dernières nouvelles, ce serait grâce à sa démarche Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) que PSA créerait de la valeur.

La confiance vaut de l'or, claironne PSA. Certainement. Mais pour le moment on ne voit pas la couleur de l'or sur nos fiches de paie.

## L'économie souterraine de PSA

Hier, nos collègues de GM&S, à La Souterraine dans la Creuse, fournisseur de PSA et Renault, manifestaient en bloquant l'autoroute. Les 283 salariés craignent pour leurs emplois, après avoir subi de nombreux acquéreurs filous qui exploitent le filon et se cassent quand ça va mal.

PSA se dédouane de toutes responsabilités. Pourtant, comme pour bien des sous-traitants, ce site est une annexe de PSA et Renault qui choisissent les repreneurs et font la pluie et le beau temps par leurs commandes fluctuantes.

Les salariés demandent des comptes à PSA, leur vrai exploitateur qui flexibilise là-bas comme ici. À nous de les soutenir.

## Mutuelle : on passe encore à la caisse ?

Une première réunion centrale a été organisée sur la mutuelle. Rien de bien précis pour le moment n'en a filtré, mais avec le plafonnement des remboursements de la part « mutuelle » décidé par le gouvernement, soi-disant pour lutte contre les dépassements d'honoraires, il est à craindre que nous ayons à mettre toujours plus de notre poche, soit par

des déremboursements, soit par des augmentations des cotisations.

Rappelons que PSA a rendu sa mutuelle obligatoire, alors que de nombreux salariés y étaient opposés, et qu'elle ne contribue qu'à hauteur de 50 % parce que la loi l'y oblige. Une seule logique : calculs mesquins et gros profits, même avec notre santé.

## Qui s'y frotte, s'y pique !

Après le scandale Volkswagen des fraudes aux tests anti-pollution et le « dieselgate » chez Renault, c'est au tour de PSA de se retrouver sur la sellette. Une étude européenne met ainsi en cause l'efficacité du système de dépollution de la C4 Cactus en dehors des plages de températures prévues par les tests... Prise la main dans le sac, la direction se paye le luxe de mentir effrontément en prétendant que les tests en questions... étaient des tests pour améliorer la procédure des tests ! Et de déplorer cette « crise médiatique » qui pourrait créer un « risque d'incompréhension » chez les clients ou les salariés.

Dans le rôle de pollueur-menteur, tous les constructeurs jouent le même jeu et donnent les mêmes répliques !

## Association de malfaiteurs

La liste des futurs ministres nommés par Donald Trump est édifiante. Un patron d'une chaîne de fast-food poursuivi à de multiples reprises pour des heures non rémunérées comme ministre du Travail, une ministre de l'Éducation qui milite pour substituer des chèques versés aux parents au financement des écoles publiques, un directeur de l'Agence de protection de l'environnement qui a attaqué en justice 14 fois les réglementations environnementales, un secrétaire d'État au Trésor gestionnaire d'un *hedge fund* impliqué dans l'expulsion de 36 000 familles suite à la crise des subprimes, un ministre de la Santé lobbyiste détenteur de 300 000 dollars d'actions dans l'industrie pharmaceutique, un procureur général qui considérait que le Ku Klux Klan était « OK, jusqu'à ce qu'on découvre qu'ils fument de l'herbe »...

Ce n'est plus du conflit d'intérêt, c'est une orgie au service des riches... et contre les travailleurs !

## Les démagos

Juppé parlait de supprimer 250 000 postes de fonctionnaires. Fillon propose d'en supprimer... 500 000. Difficilement crédible d'aller encore au-delà, aussi Michèle Alliot-Marie, candidate « gaulliste » aux présidentielles propose, elle, d'interdire aux fonctionnaires le droit de faire grève et de manifester.

Elle invoque les prétendus « avantages » dont ils bénéficieraient. Cette surenchère démagogique, à destination de l'électorat le plus réactionnaire, a aussi pour but de chercher à diviser les travailleurs et les opposer les uns aux autres.